Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Paraît 10 fois par an – Rédaction/Administration: case postale 998, 1001 Lausanne – Le numéro: Fr. 4.00/Abt.: 40.– par an, payable au CCP 10-25925-4

Editorial

L'avantage, quand on vote sur plusieurs sujets, c'est qu'on n'est jamais complètement perdant. Certes, le fonds d'achat du Gripen a été largement rejeté, les initiatives sur les pédophiles et la médecine de famille ont été acceptées à des pourcentages très élevés, ce qui ne nous plaît guère, mais le refus du salaire minimum a été un très beau succès aussi et les Vaudois ont sauvé Lavaux de son sauveur habituel à une belle majorité.

Nous n'allons pas pleurnicher sur le sort du Gripen. Le peuple a tranché, comme disent les démocrates. Relevons juste deux points de détail à propos de notre lamentable presse.

Il faut remarquer tout d'abord que, ladite presse constituant une boussole qui montrerait le sud, les tombereaux de critiques qu'elle a déversés sur le conseiller fédéral Ueli Maurer portent à penser que le chef du Département de la défense est un très bon « ministre ».

*Ensuite, nous trouvons scandaleux, mais aussi ridicule, le mépris que professent certains journalistes à l'égard des partisans de l'avion de combat suédois. Voici ce qu'on pouvait lire au lendemain des votations dans **20 minutes**: « De l'avis de "La Liberté" également, la campagne en faveur du nouvel avion joue un rôle important dans le rejet de dimanche. Elle "a volé bas avec des arguments d'un autre temps" susceptibles de ne séduire que dans la Suisse profonde. » La Suisse profonde, frères et sœurs, c'est nous, nous les 46,4% de ploucs qui n'avons pas envisagé de porter plainte contre l'abominable homme de l'UDC pour sa plaisanterie sur les ustensiles de cuisine et les ménagères, nous qui avons applaudi bien fort quand il s'est fâché et a reproché sa partialité au journalisme de la télévision, « qui vit de l'argent public ». Ce qui nous a séduits n'a évidemment pas eu l'heur de plaire à nos maîtres ès manipulations si fins et si distingués.*

Cela dit, il y a probablement parmi les opposants au Gripen des gens qu'inquiète simplement l'état de l'armée, notamment en matière de discipline, et qui ne voient pas l'avantage – oubliant la nécessité d'une police du ciel en temps de paix – d'apporter une couverture aérienne à une institution en pleine déliquescence. Il faut dire que les récits de nos militaires sont effarants: du chef qui se vante de ne pas respecter les ordres aux vols de matériel en passant par le sous-officier qui fume des joints, il y a de quoi s'inquiéter.

Il faut arrêter de réformer l'armée en permanence pour s'occuper des hommes et de leur aptitude au combat.

le pamphlet

Hystérie

Un produit de lessive a été retiré de la vente en Allemagne. En effet, le fabricant avait eu la « maladresse » d'indiquer sur l'emballage que ledit produit permettait dorénavant d'effectuer **88** lessives au lieu de huitante-trois. Or, comme tout le monde le sait – à part moi jusqu'à la lecture du compte rendu mis en ligne par **20 minutes** le 9 mai –, **88** « est [dans la sphère néo-nazie] un moyen déguisé de désigner le salut hitlérien », car la lettre h est la huitième de l'alphabet et le double h signifie « Heil Hitler ».

Il est donc impératif de diaboliser le nombre **88**. Et pour ce faire, il importe, en Allemagne et bientôt ailleurs, de sensibiliser – très à la mode ça, sensibiliser – les maîtres de mathématiques et autres branches scientifiques à la nécessité d'empêcher tout calcul dont le résultat pourrait être **88**; d'interdire à tout individu d'atteindre l'âge de **88** ans; d'empêcher les crieurs des lotos d'annoncer le nombre **88**; de prohiber tout compte rendu de presse qui ferait état de **88** victimes ou lauréats ou ce que vous voudrez; de condamner tout historien qui se référerait à des événements survenus en **88** avant ou après Jésus-Christ; bref, de faire disparaître tout ce qui pourrait de près ou de loin rappeler le nombre **88**, étant bien entendu qu'une quenelle est un **88** à l'envers...

A propos de quenelle, justement, douze soldats suisses risquent de gros ennuis, suite à la publication sur internet d'une ou plusieurs photos – le journaliste de **20 minutes** ne sait

pas exactement et n'a apparemment aucun moyen de s'informer – les montrant en train de faire cette quenelle rendue célèbre par Dieudonné.

Le monde bien-pensant ayant décidé que ce geste était un salut nazi à l'envers et donc une incitation à la haine antisémite, une enquête pénale a été ouverte par la justice militaire, qui ne craint pas le ridicule, semble-t-il. Il n'y a plus qu'à espérer que l'affaire se terminera par un non-lieu.

A propos de soldats accomplissant des gestes suspects, je me demande toujours pourquoi on n'a pas encore interdit les bandes dessinées d'Astérix, qui, pour la plupart, montrent des légionnaires romains le bras levé et la main tendue pour un « Ave » – sans doute un « Heil Hitler » déguisé – qu'on devine retentissant.

Je me demande aussi pourquoi on n'oblige pas les ménagères à étendre leur linge ou à épousseter les parties élevées de leur logis avec les pieds.

Il y bien d'autres mesures de salubrité publique qu'on pourrait imposer pour parfaire la pureté idéologique de nos sociétés.

Mais l'essentiel, finalement, réside dans le conseil que je vous donne: abstenez-vous de toute posture qui impliquerait un mouvement des bras. Si vous êtes mécontents de votre commandant de compagnie, de votre chef de bureau ou de votre arrière-grand-père, tirez-lui la langue... une fois qu'il aura tourné le dos.

Mariette Paschoud

Bricoles

Eurovision

On peut difficilement donner tort aux commentateurs russes, qui ont estimé que la prestation de Mme Conchita Saucisse, homosexuel autrichien grimé en femme à barbe, illustre le déclin intellectuel et moral de l'Europe. L'intéressé(e) a estimé que sa victoire marquait une ère de paix et d'harmonie.

Montebourg

M. Arnaud Montebourg ne voit aucun inconvénient à ce que les palaces les plus luxueux de Paris et les châteaux les plus prestigieux du Bordelais soient achetés par des Chinois, ni à ce que les meilleures équipes de football ou le grand magasin Le Printemps soient vendus au Qatar. Les sommes investies par le Qatar restent d'ailleurs assez modestes en regard des fonds souverains dont disposent les autres émirats du Golfe comme Abu Dhabi (plus de 600 milliards de dollars), l'Arabie Séoudite (plus de 400 milliards) ou le Koweït (près de 300 milliards).

Mais attention! Il faudra l'autorisation du Gouvernement pour que la branche énergé-

tique d'Alstom puisse être cédée au géant américain General Electric.

Islam

Comme chacun sait, l'islam est une religion de tolérance et de paix. C'est pourquoi les autorités du Soudan, où règne la charia depuis 1983, ont gentiment proposé à la jeune Meriam Yahia Ibrahim Ishag, vingt-sept ans, mariée à un chrétien, chrétienne elle-même et enceinte de huit mois, d'abjurer le christianisme et de rester fidèle à l'islam, religion de son père. Comme elle refusait, elle a été condamnée à la peine de mort par pendaison le 15 mai.

Fifa

L'attribution au Qatar de la Coupe du monde de football en 2022 fait encore des remous quatre ans plus tard. Le vote aurait été truqué, des voix achetées, et même M. Sepp Blatter admet aujourd'hui que cette attribution a été « une erreur ». En été, la température sous ces latitudes oscille entre 40° et 50°! Il faudra peut-être jouer en hiver et bouleverser le calendrier sportif. Bravo à la FIFA!

C.P.

En direct de Sirius

« *Je balance pas, j'raconte* » (l'excellent André Pousse envoyant de l'Audiard)

Je profite de la danse du scalp unioneuro-péenne autour de « la mort du secret bancaire suisse » pour rappeler quelques faits qui justifieront sans doute le soulagement des supplétifs de Sam – qui n'a jamais été *notre* oncle :

1. Lorsque le lobby de feu Roosevelt somma Max Petitpierre – alors président de notre Confédération – de lever le secret des comptes des défaits de 1945, sa proposition de faire de même pour tous les comptes ouverts par l'ensemble des belligérants des « heures les plus sombres de l'histoire » de notre planète eut pour effet le silence subit des philanthropes d'outre-Atlantique – et des petits malins qui les cornaquaient.

2. Au début des années soixante, j'observai pour la première fois l'apparition, dans un film policier français, dont j'ai oublié le titre, l'expression « machine à laver des banques suisses » qui allait faire florès dans le jeu de l'odieux visuel au rythme des faillites des wagons de queue européens de la pensée économique et financière anglo-saxonne qui, depuis 1774 (!), nous impose *crescendo* sa dictature.

3. Dans les années huitante, je notai qu'en l'espace de cinq ans les membres des directoires de nos grandes banques s'étaient multipliés par quatre. Ces nouveaux bombardés « grands décisionnaires » n'étaient que de dociles montés en grade dont la soumission admirative à la pensée et aux marchés d'Outre-Atlantique n'avait d'égale que la faiblesse de leur entendement et leur exceptionnelle voracité personnelle. Là où des hommes seuls avaient su construire et transmettre en six générations bien nées des forteresses inviolables, il fallait bien des pléthores de parvenus pour, en trois décennies, les miner et en livrer les clefs aux vainqueurs d'aujourd'hui. Ces grotesques jouets de leurs propres illusions arboraient volontiers à leurs manchettes l'écusson de Harvard – pour y avoir suivi ne fût-ce qu'un séminaire. Dans la défaite, ces petits bonshommes à bretelles et anglicismes, qui se donnaient des allures de *cow-boys* de la finance, fuirent leurs responsabilités et se défaussèrent sur leurs employés. Les réserves du peuple suisse furent là pour éponger.

4. Par le jeu des politiciens craintifs de Berne, des médias formatés et des agenouillements réitérés de nos superbanques, combiné à l'enthousiasme béat d'une multitude de gentils naïfs bernés par le chant des sirènes de la « finance vertueuse », nous voilà, pour la plus grande joie de nos concurrents, englués dans FATCA, discrédités et déconsidérés aux yeux de quiconque avait cru en notre parole et en notre probité. La main dans le hachoir à viande, il n'y a plus de retour possible. La confiance perdue se restaure rarement. Les faillits de l'UE tiennent leur bouc émissaire, cependant que dans les îles anglo-normandes comme en d'autres petits paradis, ceux que nous avons trahis sont plus que jamais les bienvenus... comme, du reste, les fortunes étrangères au Delaware.

Quant à moi, mon respect pour nos anciens principes me conduit à espérer que ce patron de la *Securities and Exchange Commission*¹ – je raconte seulement ; vous n'aurez

ni son nom ni son genre – qui, déjà en 1986, s'inquiétait dans mon bureau de la confidentialité de son compte numéroté, aura su prendre à temps ses précautions.

Quelques affaires de genre (dans l'attente d'un passage au neutre)

En France, une récente grève de sages-femmes a permis aux téléspectateurs de voir l'un d'entre *eux* exposer leurs doléances et de découvrir que cette profession ne connaît pas encore de masculinisation pour les messieurs qui l'auraient embrassée. *Homme de main, accoucheur* et le tout juste admissible *gentil-homme* ont déjà été attribués. *Hôte d'accueil* est sans doute réservé aux futurs bipèdes qui, vêtus d'un gilet distinctif, nous fourniront bientôt – résorption du chômage oblige – en tous lieux publics des indications superflues. On comprend l'embarras des penseurs hexagonaux... Quant aux footballeurs du *Clermont Foot* – une équipe dont l'intégralité des joueurs fait encore pipi debout en attendant d'éventuelles directives de Bruxelles – les voilà désormais affûtés par les soins d'une entraîneur (la prononciation floue du rapporteur ne m'a pas permis de distinguer s'il y

avait mis un e). *Entraîneuse* aurait prêté le flanc à une confusion des genres préjudiciable aux performances sportives des porteurs de testostérone. Simple inséminateur éventuel, j'attends toujours qu'une écrivaine veuille bien nous pondre un petit texte sur la question, que Mondame² Conchita Wurst, *Number One*³ de l'Eurovision 2014 saura bien nous mettre... en musique!

Anathèmes, anathèmes... (sachez les reconnaître)

Merci à Jim Reeves pour qui « le mot *conspirationniste* est devenu une sorte de boulet fatal qui permet de détruire physiquement, intellectuellement tout adversaire. Comme son cousin *négationniste*, il est rédhibitoire et sans appel. »⁴

Max l'Impertinent

¹ Organisme américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers.

² Prudence, faute de genre certain... et puis aussi la barbe!

³ Id.

⁴ *Les Américains (et 68% des Français) ne croient pas aux bobards sur la guerre en Syrie*, Rivarol, 13.9.2013, n° 3107, p. 5.

Au courrier

Suite à l'article publié par Claude Paschoud dans notre n° 433 sous le titre de *Surpopulation carcérale : un faux dilemme* – dans lequel notre bien-aimé patron s'en prenait au conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet et proposait, pour remédier à la situation catastrophique qui prévaut à Champ-Dollon, quelques solutions originales –, le chef du Département de la sécurité et de l'économie genevois a réagi par une lettre circonstanciée. On pardonnera à M. Maudet de n'être pas sensible à l'humour glacé et sophistiqué de Claude Paschoud et on voudra bien me pardonner à moi de n'avoir pas publié la lettre du conseiller d'Etat dans notre précédent numéro : la prolixité bienvenue mais inhabituelle des collaborateurs du *Pamphlet* est la cause de ce retard. (mp)

Concerne : Sous-dotation carcérale

Monsieur,

Par la présente, j'accuse réception de votre récent courrier relatif à l'objet cité sous concerne.

Je tiens tout d'abord à vous faire savoir que je ne minimise en aucun cas – comme vous le prétendez dans votre article – les récents arrêts du Tribunal fédéral relatifs aux conditions de détention à la prison de Champ-Dollon. Ces dernières ne peuvent me satisfaire, ne serait-ce que du fait qu'elles péjorent grandement la sécurité des gardiens. L'ironie que vous me prêtez est donc le fruit de votre imagination.

Un travail journalistique un peu plus poussé vous aurait ensuite permis d'éviter d'affirmer que « M. Maudet [...] ne propose rien qu'un appel aux autres cantons ».

Pour votre information, certes tardive, le canton de Genève, entre 2012 et 2018, aura doublé sa capacité de détention, grâce à un ambitieux plan de rattrapage du retard pris dans ce domaine ces dernières années.

Demain, 4 avril, verra l'ouverture de l'établissement de Curabilis (doté de 92 places).

L'année prochaine, 100 places supplémentaires seront disponibles sur le site de Brenaz. En 2018, un nouvel établissement de détention après jugement ouvrira ses portes, doté de 450 places.

Dans l'intervalle, ayant déjà éliminé – car irréalisables – nombre de « solutions toutes simples » telles que celles que vous proposez, l'Office cantonal de la détention travaille au quotidien à trouver des mesures crédibles permettant de désengorger la prison de Champ-Dollon.

L'une de ces mesures, dont vous avez peut-être pris connaissance dans la presse du jour, est le transfèrement de détenus kosovars dans leur pays d'origine, ayant désormais reçu l'accord de Prishtina, à la suite d'un accord signé avec la Confédération.

Le respect du travail de celles et ceux qui, au quotidien, gèrent l'urgence au sein des prisons et côtoient des détenus qui sont loin d'être les enfants de chœur que vous décrivez, devrait peut-être VOUS pousser à davantage de circonspection dans VOS écrits.

Dans cet espoir, je vous adresse, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Pierre Maudet

Ne dites pas...

Ne dites pas : « Le président de la Confédération Didier Burkhalter a bien fait d'envoyer promener le président allemand Joachim Gauck, qui, en visite en Suisse, s'était permis – de quoi je me mêle! – de questionner, suite au résultat de la votation du 9 février sur l'immigration de masse, les vertus de la démocratie directe. » Dites : « Le président de la Confédération Didier Burkhalter a bien fait d'envoyer promener le président allemand Joachim Gauck, qui (...) s'était permis (...) de contester (...) les vertus de la démocratie directe. »

Le pinailleur

Scandaleux Bergoglio

«En politique, on ne va jamais aussi loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va.»

Talleyrand

Le 5 avril écoulé a eu lieu dans la cathédrale de Cordoba, en Argentine, un scandale mettant clairement en cause la moralité de celui qui se fait appeler «le pape François». Voici les faits: une petite fille, Umma Azul, y a reçu le sacrement du baptême. Jusque-là, rien d'anormal, au contraire. Mais ce sont bien les conditions d'administration de ce sacrement qui mettent en cause, sans doute possible, la moralité et l'orthodoxie de membres du haut clergé argentin, y compris celle de celui qui occupe le Siège de Pierre au Vatican, leur complice actif et attesté par le silence, un silence qu'en terme juridique on appelle «qualifié», ce type de silence qui fait partie intégrante des éléments constitutifs de certains délits pénaux ou qui entraîne la nullité de contrats civils (la dissimulation consciente de défauts essentiels de l'objet d'une vente, par exemple). Quelles étaient donc ces conditions qui ont entraîné l'illicéité de ce baptême administré de manière scandaleuse?

Cette enfant était présentée au baptême non par ses parents biologiques mais par deux femmes qui se qualifiaient elles-mêmes de «mères». Il s'agissait des premières à bénéficier dans ce pays du nouveau droit matrimonial argentin. Il n'y avait donc aucune dissimulation de leur part. L'interprétation de ce fait est claire: il s'agissait pour ces deux femmes de légitimer ainsi dans l'Eglise et avec la complicité active du clergé local et même de l'ordinaire du lieu, puisque l'église où s'est déroulée cette cérémonie est une cathédrale, non seulement un droit au «mariage unisexe» et à cette appellation pour ce genre d'union, mais, de la part des mêmes instances religieuses catholiques, du droit connexe à l'homoparentalité.

Or de telles revendications, même seulement implicites, mais néanmoins attestées par acte concluant, empêchent provisoirement l'octroi du baptême selon cette disposition du Code de droit canonique de 1983 portant le numéro 868, qui dit ceci en son paragraphe 2: «Pour qu'un enfant soit baptisé licitement, il faut qu'il y ait un espoir fondé que l'enfant sera éduqué dans la religion catholique; si cet espoir fait totalement défaut¹, le baptême sera différé (...) et les parents² informés des motifs.» Dans le cas d'espèce, la violation de cette disposition est incontestable. Cette violation entraîne la responsabilité du prêtre qui a administré ce sacrement de manière consciente quant à son illicéité, ainsi que de l'archevêque de Cordoba, Mgr Carlos Nanez, puisque ce prélat a donné son assentiment à l'administration de ce baptême dans les conditions évoquées ici.

L'affaire prend une tournure publique engageant le Vatican par cet autre élément: le choix de la marraine de l'enfant qu'ont fait ces deux femmes: la présidente de l'Argentine en personne, Cristina Fernandez de Kirchner. C'est elle, en effet, qui a promulgué la loi institutionnelle du «mariage homosexuel». Or ce choix est, lui aussi, formellement contraire à une autre disposition du Code de droit canonique de 1983, le canon 872, qui fait obligation aux parrains et marraines de

baptême «de faire en sorte que le baptisé mène plus tard une vie chrétienne en accord avec son baptême et accomplisse fidèlement les obligations qui lui sont inhérentes.»

Il est donc absolument clair en l'occurrence que ces trois femmes se sont servies d'un sacrement de l'Eglise catholique pour impliquer cette dernière dans l'approbation d'une notion séculière nouvelle et révolutionnaire du mariage et de la filiation.

Compte tenu de la qualité de la marraine de baptême choisie, le Vatican devait donc intervenir et prendre des dispositions pratiques désavouant publiquement les membres coupables du clergé de Cordoba et son archevêque, tous concernés directement par ce scandale. Il n'en a rien fait et garde toujours le silence. Pire: l'audace de ces trois femmes a une explication. Celle-ci a été donnée publiquement par le Père Antonio Spadaro, directeur de la revue *Civiltà cattolica*. Cet ecclésiastique a établi le lien de complicité entre ce clergé local et son archevêque et Bergoglio:

au cours d'un congrès tenu par une autre revue, *Limes*, il a déclaré ceci: «S'il n'y avait pas eu le Pape François, il n'aurait pas été facile de baptiser une enfant née d'un couple de lesbiennes.»³

Après ce fait, comment ose-t-on encore considérer que Bergoglio puisse être un légitime successeur de Pierre à la tête de l'Eglise catholique? C'est pourtant ce que s'obstine à penser... la Fraternité sacerdotale St.-Pie X...

Michel de Preux

¹ Comme c'est incontestablement le cas en l'espèce.

² La mère biologique seule en l'occurrence.

³ *Correspondance européenne* n° 283 du 30 avril 2014, page 6, qui conclut très logiquement: «Ainsi, une fonction ecclésiale a été manifestement pervertie, instrumentalisée à des fins contraires au bien, contraires à un sacrement. Un scandale s'est créé au travers d'un acte liturgique, et tout cela avec le consentement tacite des autorités ecclésiastiques.» Christian de Benedetto, *Argentine: scandale dans la cathédrale de Cordoba*.

Les nouvelles aventures...

Il est parti...

Le 16 mars est décédé Henri Roques, auteur de la fameuse «thèse de Nantes» soutenue en 1985 – soutenance annulée par la suite sous la pression du ministricule Alain Devaquet et d'un *lobby* qui n'existe que dans l'imagination enfiévrée de quelques cinglés –, dans laquelle il démolissait brillamment le témoignage du SS Kurt Gerstein sur ce-que-vous-savez, menaçant de priver les antirévisionnistes d'une arme à laquelle ils étaient d'autant plus attachés que les munitions se raréfiaient.

C'est d'ailleurs pour cette raison, probablement, que l'historien spécialiste de la Grèce antique Pierre Vidal-Naquet, recyclé en toute logique dans la défense de la Mémoire mais incapable de répondre sérieusement aux démonstrations d'Henri Roques, avait prétendu quelques années plus tard dans ses *Mémoires* parus aux éditions du Seuil, que celui-ci n'était pas l'auteur de sa thèse, laquelle aurait été en réalité rédigée par le professeur Faurisson. En somme, il accusait notre ami d'imposture, chose que celui-ci ne pouvait évidemment laisser passer sans réagir. Je vous passe les détails, mais au terme d'un parcours judiciaire quelque peu chaotique, Vidal-Naquet et son éditeur étaient condamnés, le 7 décembre 2006, au paiement des frais de tous les procès qui avaient jalonné l'affaire, pour la plus grande fierté du diffamé et la plus grande joie de ses amis: un «intouchable» envoyé au tapis par un «paria», c'était une grande première!

Hommage soit rendu à l'infatigable combattant.

A sa femme Christiane, qui l'a accompagné fidèlement, nous disons notre amitié.

Victime potentielle

Edgar Feuchtwanger, historien israélite britannique d'origine autrichienne, né le 28 septembre 1924 à Munich et neveu de Lion Feuchtwanger, écrivain proche des communistes et donc doublement adversaire du régime national-socialiste, a publié des mémoires intitulés *Hitler, mon voisin*. En effet,

ce presque nonagénaire a vécu plusieurs années d'enfance dans un appartement voisin de celui que Hitler occupait «dans un quartier huppé de la capitale bavaroise, à côté de celui des Feuchtwanger».

Le livre raconte notamment, selon la presse, que le jeune Edgar, alors âgé de huit ans, a croisé un jour de 1933 le tout nouveau chancelier allemand, qui lui aurait jeté «un regard plutôt bienveillant». Commentaire de l'auteur: «Je dois souligner que s'il avait su mon nom, je ne serais plus là. (...) Rien que mon nom l'aurait mis en rage.»

Grâce à cette démonstration hautement scientifique, les populations savent maintenant qu'Adolf Hitler dévorait pour ses dix heures les petits enfants qui, non contents d'être juifs, étaient dotés d'oncles suspects.

Mauvaise blague à part, on peine à imaginer que les services de sécurité allemands aient tout ignoré du voisinage du chancelier et cela pendant plusieurs années.

Par ailleurs, Edgar Feuchtwanger ne semble pas voir de contradiction entre son accusation catégorique et le fait que son père, arrêté en novembre 1938 après la Nuit de cristal et envoyé à Dachau, a été relâché au bout de six semaines, ce qui lui a permis de rejoindre en Grande-Bretagne, en compagnie de sa femme, son fils déjà émigré.

Certains des juifs qui ont échappé aux souffrances de la déportation ou y ont survécu en conçoivent de la mauvaise conscience et en rajoutent dans la calomnie pour, croient-ils, se justifier.

Pourtant, le coup de pied de l'âne, quel qu'en soit le destinataire, est toujours déshonorant.

M. P.

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ICM Imprimerie Carrara, Morges

ISSN 1013-5057

Courriel: courrier@pamphlet.ch

Neutralité active

Mais de nos jours, ce principe est aussi foulé aux pieds. Il va de soi que l'on ne le fait pas ouvertement, mais de manière cachée: on sait en effet que les citoyens tiennent rigoureusement à conserver la neutralité. Les citoyens souhaitent une Suisse neutre. Comme les autorités savent pertinemment que les citoyens tiennent à leur neutralité, elles se prononcent toujours «en principe» pour la neutralité. Mais ensuite, il se passe un phénomène bien connu dans les milieux politiques: l'approbation de principe est la forme la plus polie du déni. On évoque alors de manière euphémique la «neutralité active». Ce terme doit permettre aux autorités de s'activer sur le plan international. Quoi qu'on fasse, on va déclarer ensuite que cela est compatible avec la neutralité. On crée de la sorte un internationalisme écervelé qui est actuellement très en vogue chez nous.

Extrait d'une allocution de M. Christoph Blocher prononcée le 26 avril 2008 à l'hôtel National à Berne.

Dans notre ancienne Constitution fédérale, la neutralité n'était pas proclamée expressément mais citée en passant, à l'occasion du descriptif des compétences du Conseil fédéral (art. 102 ch. 9 a Cst.) et des attributions des deux Conseils du Parlement (art. 85 ch. 6 a Cst.). La Constitution actuelle n'a pas modifié fondamentalement ces deux occurrences, mais la mention de la neutralité a grimpé

dans l'ordre des missions de l'Assemblée fédérale (art. 173 al. 1 litt. a Cst.) et elle devrait être la préoccupation n° 1 du Conseil fédéral en matière de sécurité extérieure et intérieure (art. 185 al. 1 Cst.).

Cette neutralité, qui nous a été reconnue par le Traité de Paris et par le Congrès de Vienne, à la chute de Napoléon, et qui était supposée intégrale et perpétuelle, dans l'intérêt de toute l'Europe, est aujourd'hui bafouée par la complaisance du Conseil fédéral à l'égard des sanctions internationales décrétées par l'ONU, l'OSCE ou par ses «principaux partenaires commerciaux» comme l'énonce avec une franchise désarmante la loi fédérale du 22 mars 2002 sur l'application des sanctions internationales (RS 946.231).

Cette loi, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2003, est la base des ordonnances que le Conseil fédéral prend pour instituer des mesures à l'encontre d'une foule de personnes, qu'elles soient «liées à Ossama Ben Laden ou aux Talibans»¹, ressortissantes de la République d'Irak², de l'ancienne République fédérale de Yougoslavie³; ou à l'égard d'Etats comme le Zimbabwe⁴, le Bélarus⁵, la République démocratique du Congo⁶, la République populaire démocratique de Corée⁷, la Côte d'Ivoire⁸, la République arabe d'Egypte⁹, l'Erythrée¹⁰, la Guinée¹¹ et la Guinée-Bissau¹², la République islamique d'Iran¹³, la Libye¹⁴, Myanmar (la Birmanie)¹⁵, le Liberia¹⁶, la Somalie¹⁷, la Syrie¹⁸, certaines personnes originaires de Tunisie¹⁹, ou le Soudan²⁰.

Comment voulez-vous que la Suisse puisse conserver un statut de neutralité lorsqu'elle s'associe à des embargos économiques ou à d'autres sanctions contre ceux qui ont été déclarés *mauvais élèves* par des cénacles gro-

tesques, par des assemblées ayant vocation affirmée à *préserver la paix* sans avoir jamais été capables d'éviter aucun conflit, et dont les interventions sur le terrain ont toujours aggravé les tensions et prolongé les affrontements?

On observera que ni l'ONU ni l'OSCE n'ont émis la moindre critique sur l'action des Etats-Unis dans les Balkans, en Irak ou en Afghanistan, ni n'ont condamné les meurtres de civils par des drones ou tancé Israël pour ses exactions dans la bande de Gaza. La Suisse a pu prudemment s'abstenir de prendre par voie d'ordonnance des mesures contre les assassins responsables.

Dans très peu de temps, M. Didier Burkhalter, en sa qualité de président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, condamnera la Russie pour son intervention en Ukraine et priera M. Didier Burkhalter, en sa qualité de président de la Confédération, de s'associer aux mesures ordonnées par la communauté internationale (et nos principaux partenaires commerciaux) contre M. Vladimir Poutine.

Restons en dehors de l'Union européenne, sortons vite de l'ONU et proclamons une neutralité intégrale, passive et sans faille!

Claude Paschoud

¹ RS 946.202; ² RS 946.206; ³ RS 946.207; ⁴ RS 946.209.2; ⁵ RS 946.231.116.9; ⁶ RS 946.231.12; ⁷ RS 946.231.127.6; ⁸ RS 946.231.13; ⁹ RS 946.231.132.1; ¹⁰ RS 946.231.132.9; ¹¹ RS 946.231.138.1; ¹² RS 946.231.138.3; ¹³ RS 946.231.143.6; ¹⁴ RS 946.231.149.82; ¹⁵ RS 946.231.157.5; ¹⁶ RS 946.231.16; ¹⁷ RS 946.231.169.4; ¹⁸ RS 946.231.172.7; ¹⁹ RS 946.231.175.8; ²⁰ RS 946.231.18.

Répression policière

La police de Zurich a infligé une amende de mille francs à une jeune femme qui avait annoncé la présence d'un radar sur Facebook. Mille francs pour avoir publié sur internet ce qu'elle avait vu sur la route, dans un endroit public. Selon le quotidien gratuit *20 minutes*, cette pratique aurait été confirmée par les porte-paroles des polices cantonale et municipale de Zurich. Cette nouvelle a suscité des commentaires acerbes de la part de quelques internautes, mais rien de plus. Une partie importante de la population – surtout celle qui revendique une société plus «libérale» et moins «répressive» – estime que tout ce qui touche de près ou de loin à la répression routière est une très bonne chose.

Pour notre part, la mésaventure de cette personne nous apparaît comme une étape supplémentaire de la dérive actuelle de l'institution policière. Les «forces de l'ordre», aujourd'hui, se montrent faibles envers les forts – ce qui peut parfois être excusable par manque de moyens – et fortes envers les faibles, ce qui est toujours indigne. Le laxisme croissant vis-à-vis des délits plus ou moins graves qui pourrissent toute vie en communauté s'accompagne d'une sévérité et d'une pusillanimité de plus en plus aveugle dans la répression d'«infractions» insignifiantes. Les agents battent en retraite lorsque la racaille urbaine se fait menaçante, mais en même temps ils infligent des amendes pour excès de

vitesse à partir de 4 km/h de dépassement, y compris sur l'autoroute. Les chargés de communication sont ensuite envoyés dans les médias pour minimiser les actes graves – par exemple, dans *24 heures* du 15 mai, une rixe sur la voie publique à coups de barres de fer et de couteaux de cuisine a été qualifiée de «petite altercation» par M. Dominique Glur, de la police cantonale vaudoise – et amplifier chaque brouille en matière de circulation routière – le 6 mai, dans le même journal, M. Christophe Sauterel, aussi de la police cantonale vaudoise, a admis que les centaines de conducteurs flashés chaque jour sur le viaduc autoroutier de Chillon étaient presque toujours sanctionnés pour des dépassements de 1 à 5 km/h après déduction de 3 km/h, mais il a déclaré que cela correspondait, au compteur, à «une vitesse de 15 km/h supérieure à la limite», ce qui est un mensonge.

Les policiers qui agissent ainsi sont autant à plaindre qu'à blâmer. La plupart d'entre eux sont des citoyens ordinaires qui ne veulent pas mettre leur vie professionnelle en danger et obéissent donc aux ordres d'une hiérarchie sélectionnée plus pour sa docilité idéologique que pour ses compétences professionnelles. Ce faisant, ils se mettent pourtant dans une situation peu enviable: alors que les voyous qui les ont toujours détestés continuent à les détester, les honnêtes gens qui les considéraient comme des anges gardiens cessent progressivement de

compter sur eux et commencent à les éviter. Même des personnes très respectueuses de l'uniforme s'aperçoivent avec amertume que la présence autrefois rassurante de la police est devenue en quelques années un motif de sourde inquiétude: la meilleure volonté ne nous met plus à l'abri de contraventions pour des motifs futiles. Des contraventions qui, soit dit en passant, affaiblissent la valeur de la loi aux yeux des citoyens: il n'y a pas si longtemps, «enfreindre la loi» était honteux; aujourd'hui, c'est anodin, presque normal.

Au moment de conclure, nous apprenons qu'un gendarme fribourgeois, qui avait été dénoncé à la justice pour avoir roulé à 78 km/h dans une localité afin de rattraper une conductrice qui tenait son téléphone en conduisant, a finalement été acquitté. Il y a dix ans, nous aurions trouvé normal qu'un policier puisse outrepasser les règles de la circulation dans l'exercice de ses fonctions et scandaleux qu'un petit juge se permette de lui chercher noise – mais, il y a dix ans, un policier n'aurait peut-être pas fait cela pour une simple affaire de téléphone. Aujourd'hui, nous hésitons: si le mot d'ordre est «tolérance zéro», si le bon sens et l'intelligence n'ont plus leur place dans l'appréciation des infractions, il serait alors logique – regrettable, idiot même, mais logique – que les policiers en fassent aussi les frais.

Pollux